

Intervention d'Alexis Antoine,
ouvrier ex-Molex privé d'emploi, candidat du NPA en Haute-Garonne
sur la liste « Tout changer, rien lâcher ! » pour les élections
régionales au meeting de Toulouse du 10 mars 2010

Les salariés de Molex ont bataillé fermement pendant 11 mois contre une multinationale qui obéit aux diktats d'un fonds de pension pour empêcher la fermeture du site de Villemur dont la rentabilité a été démontrée à maintes reprises.

Se résoudre à accepter un plan social après un chantage patronal dont les pouvoirs n'ont aujourd'hui presque plus de limite, un chantage cautionné par le gouvernement qui n'aura même pas eu la volonté ni la décence de faire respecter des décisions de justice, je peux vous assurer que les salariés de Molex ont du mal à s'en remettre...

Pire, Estrosi n'a rien trouvé de mieux que de faire reprendre le peu d'activité que Molex cédera sous la pression de la lutte des salariés par un fonds d'investissement à risque qui se nomme HIG Capital (vous remarquerez le mot Capital...), le tout en arrosant ce fameux repreneur de 6,6 millions de fonds publics de l'Etat, sous forme de prêt garanti !

Aujourd'hui, ce sont 25 ex-Molex sur les 283 que nous étions qui travaillent sur le site de Villemur... Inutile de vous préciser que les CGTistes et les syndicalistes en première ligne sur le conflit ne sont pas les bienvenus dans le petit monde d'HIG Capital...

Gonflé pour gonflé, Estrosi se gargarise régulièrement dans les médias de son efficacité dans cette triste saga où 283 emplois ont été bousillés et où de longues années de chômage attendent une grande majorité des salariés dont la moyenne d'âge est de 46 ans...

Cependant, si les organisations politiques d'opposition avaient eu le courage d'appuyer le NPA dans sa démarche et d'agir ensemble pour exiger la réquisition, l'issue de cette lutte aurait pris certainement une autre tournure. Mais des belles paroles aux actes, je constate une fois encore que nos amis de la gauche ont encore un long chemin à parcourir ! Parce que c'est bien joli de faire de grandes phrases comme Monsieur Mélenchon l'a fait 15 jours après la fin de la bataille en demandant la mise sous séquestre de l'entreprise alors que Molex avait déjà commencé à vider les lieux ! Et pourtant, il me semble que nous avons résisté pendant assez longtemps pour que nos amis de la gauche se mouillent alors même que le NPA en la personne de Myriam Martin les aura sollicités à plusieurs reprises... En vain...

Si nous en sommes arrivés là, et alors qu'aujourd'hui la région s'apprête à inonder VilleMur Industrie, la nouvelle entité créée, de subventions publiques, je me pose la question de savoir où est passé ce fameux « contre-pouvoir » à la politique sarkozyste dont le PS se targue depuis le début de cette campagne des régionales.

Ce ne sont pas les belles paroles de Martin Malvy, qui explique que la Région ne subventionnera pas directement HIG Capital qui sont là pour me rassurer. Car en effet, nous avons pu, nous, constater que Midi-Pyrénées Expansion, une officine bien connue qui est financé à 95 % par le Conseil régional, a accueilli chaleureusement le directeur des participations de HIG Capital en novembre dernier dans le cadre du salon Midinvest, salon qui rassemble tout le gratin de la finance nationale et mondiale... Ainsi, les « investisseurs » rapaces de HIG Capital sont choyés par un président de Région socialiste qui, publiquement, a dénoncé les ministres de droite Lagarde et Estrosi pour avoir introduit le loup financier dans la bergerie industrielle de Molex... Comme quoi, l'adage de Fred Borrás concernant le PS se vérifie à chaque fois : tout lâcher, et surtout rien changer ! (merci Fred !)

Ensuite, quand le Front de Gauche explique qu'il est important de développer l'emploi à Villemur-sur-Tarn, c'est un point avec lequel je suis bien d'accord avec eux. Mais quand ils expliquent qu'il faut tout faire pour aider Villemur Industrie et surtout, « quoi que l'on pense de HIG Capital », il me semble qu'il est bon de rappeler à juste titre que le fond du problème est bien que personne aujourd'hui ne peut avoir de vision à long terme pour la nouvelle entité industrielle créée à Villemur, justement à cause de tout ce que représente un fonds d'investissement à risque tel que HIG Capital : une vision capitaliste à court terme avec comme seul but de faire un max de profit en un minimum de temps !

Enfin bref, ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas à nous de payer les dégâts et les conséquences de la crise du capital, et encore moins au niveau local. Nous voyons tous que Sarkozy et ses amis ne se privent pas de faire payer cette crise aux travailleurs de notre pays et surtout pas aux responsables que sont ses amis les banquiers et les entreprises du CAC40... Sur ce point, là aussi, nous sommes tous d'accord !

Par conséquent, ce n'est pas à nous d'engraisser une autre multinationale à capitaux boursiers via des fonds publics régionaux pour qu'elle se développe ! Je pense que si HIG Capital veut développer VilleMur Industrie, les dirigeants de ce fonds d'investissement à risque en ont largement les moyens surtout que dans le cadre de la reprise du site, Molex leur a cédé l'usine avec la quasi-totalité des machines pour 1 euro symbolique... Un beau cadeau Bonux de plus, un échange de bons procédés entre requins de la finance mondiale...

En ce qui concerne les subventions publiques aux entreprises privées au niveau local, nous avons de beaux exemples scandaleux dans la région Midi-Pyrénées.

Celui le plus révoltant à Toulouse est celui de Freescale, ex-Motorola, qui est le champion incontestable de la subvention régionale... des millions d'euros publics ont été versés pour des aides diverses à cette entité, pour des crédits d'impôts recherche, et qui d'ailleurs bénéficiait de contrats publics avec le CNRS... Crédit d'impôts recherche dont l'élargissement vient d'ailleurs d'être annoncé par Sarkozy, alors qu'actuellement deux tiers de ces crédits vont aux brevets, sans aucune garantie que ces derniers soient utilisés en France, sans aucun contrôle réel de l'utilisation qu'est faite de ces fonds publics.

Bref, s'il y avait eu des véritables garde-fous, on n'aurait pas laissé Freescale toucher autant d'argent pour aujourd'hui licencier 1 100 salariés... Et on pourrait même aller plus loin en pensant que la Région pourrait se porter partie civile en portant plainte pour détournement de fonds publics afin d'exiger le remboursement intégral de tout cet argent. Mais visiblement, je ne crois pas que ce soit d'actualité...

Je voudrais d'ailleurs rappeler ici que les salariés de Freescale n'ont pas dit leur dernier mot : les salariés ont entamé une procédure en justice visant à faire annuler le plan social et qu'il est important, pour eux, de venir les soutenir au TGI de Toulouse le 19 mars prochain à 9 heures.

Nous avons aussi dans la région l'exemple d'EADS pour qui la région Midi-Pyrénées a déroulé le tapis rouge en leur offrant plus de 15 millions d'euros pour la construction du site d'Aéroconstellation. Cette subvention qui inaugurerait toute une série de subventions à EADS et ses partenaires.

On pourrait également faire un roman sur les 3 « pôles de compétitivité » labellisés de la région Midi-Pyrénées dont l'aéronautique, et donc EADS, font bien évidemment partie. Ces pôles de compétitivité qui participent aujourd'hui à la mise en concurrence généralisée en Europe des régions et des salariés.

Il faut quand même savoir que ces pôles de compétitivité ont reçu de la seule région 16,5 millions d'euros publics depuis 2006. Et de l'aveu même des élus, la Région apparaît comme un tiroir-caisse qui répond à la demande alors que les décisions stratégiques de ces

pôles ne se prennent qu'entre représentants du gouvernement et du patronat... Ce patronat qui formule sans retenue ses demandes de subventions, et bien sûr celles-ci sont le plus souvent accordées. Pour autant les salariés, leurs représentants, les institutions qui versent n'ont aucun pouvoir ni contrôle, ni le moindre droit de regard sur l'utilisation qui est faite par le patronat de ces subventions !

Alors oui, effectivement, Martin Malvy nous a annoncé qu'une commission de contrôle a été mise en place par les élus de la Région, mais on est en droit de se demander légitimement ce que cette dernière a contrôlé ces derniers temps... D'autant plus que là encore, ni les salariés, ni leur représentants n'ont été associés à cette commission... Par ailleurs, Martin Malvy se désavoue lui-même dans son programme de campagne puisqu'il demande le renforcement de cette commission de contrôle...

C'est pour toutes ces raisons que notre exigence d'arrêt des subventions régionales aux grands groupes privés est légitime. Les grandes entreprises ne peuvent plus se retrancher derrière le droit de propriété pour faire ce qu'elles veulent, alors qu'elles ont allégrement recours aux fonds publics. Ces fonds publics qui servent en cette période de crise à licencier sans que personne ne trouve rien à redire...

Parce que nous voulons des Régions au service des classes populaires, nous avons des propositions concrètes, réalistes et réalisables. Car nous le savons tous : tout est une question de choix politiques.

Nous proposons donc :

- la constitution de fonds régionaux publics de soutien à l'autogestion pour permettre aux salariés confrontés à des plans sociaux ou à des fermetures de sites démantelés par les capitalistes de pouvoir reprendre leur outil de travail pour conserver leur emploi. Ces fonds seront mis à la disposition des coopératives ouvrières et des producteurs candidats à la reprise autogérée, par les travailleurs eux-mêmes.

- la récupération des subventions versées aux entreprises qui licencient ainsi que la réorientation de celles allouées aux grands groupes industriels, comme EADS dans la région, serviront à financer cette mesure d'urgence. Plus généralement, il y a urgence à interdire les licenciements, pour retirer ce pouvoir de vie ou de mort sociale des mains de ceux qui ne pensent qu'à leurs profits. Ça aurait eu par ailleurs pour effet de voir le site de Molex continuer à exister et aurait évité que de l'argent public serve à engraisser un boursicotier...

- la mise en place d'offices publics régionaux de conseil juridique aux salariés. Les ressources de ces offices seront, notamment, placées gratuitement à la disposition des organisations syndicales de travailleurs et des représentants des salariés aux CE qui le souhaitent, pour instruire au civil comme au pénal, ainsi que devant les chambres prud'homales, les dossiers d'infractions aux lois commises par les patrons. Les Régions se porteront systématiquement partie civile, au côté des représentants des salariés, quand il aura été constaté que de telles infractions portent également préjudice à la collectivité territoriale.

- la création de fonds régionaux de solidarité avec les travailleurs en lutte. Ces fonds serviront en particulier à couvrir financièrement les pertes subies pour fait de grève contre des plans de licenciements ou de fermetures d'entreprise, et à offrir gratuitement des prestations en nature : repas, prise en charge des enfants et personnes dépendantes des grévistes, etc.

Une fois encore, ce type de fonds, s'il avait existé, aurait pu faire changer la donne dans le conflit Molex... Car c'est bien à cause de l'épuisement et surtout à cause de l'assèchement financier après 2 mois sans salaire imposé en force par les patrons de Molex que les 2/3 des

salariés ont abdiqué le 15 septembre dernier... C'est ce type de mesure qui pourrait profondément modifier le rapport de force dans les luttes en redonnant du courage aux salariés !

Ces axes sont des points que nos éventuels futurs élus au conseil régional porteront d'une main de fer, et surtout, sans compromission possible. Parce qu'en matière de compromission, on pourrait avoir là aussi des choses à dire à nos camarades de la gauche...

Et bien sûr, on entend dire dans les meetings que les socialistes et leur alliés sont des adversaires du pouvoir en place... mais franchement, cette adversité ressemble plus à une adversité pour la lutte des places qu'à autre chose. Et en douze ans de gestion socialiste en Midi-Pyrénées, le bilan de cette fameuse adversité n'est franchement pas brillant...

Nous sommes bien d'accord que la vraie adversité ne peut être qu'anticapitaliste, qu'il faut un vrai changement, un vrai projet de société antilibéral, anticapitaliste, antiraciste, féministe, internationaliste qui rétablirait une équité entre les peuples, une équité indispensable à la survie des classes populaires qui sont aujourd'hui opprimées par le pouvoir en place.

Ce gouvernement qui aura tout fait pour ne pas aborder de face les vraies questions de fond, les vrais problèmes auxquels les vrais gens sont confrontés aujourd'hui ! Cette droite qui ne pouvait pas tomber plus bas en nous ressortant le bon vieux débat sur l'identité nationale et son flot de haine qu'il engendre, alors qu'en même temps, les licenciements que subissent les salariés en France ne cessent d'augmenter, que les suppressions de postes dans les services publics se poursuivent à un rythme effréné, qu'on se retrouve avec plus de 1 million de chômeurs en fin de droit dont plus de la moitié sans aucune ressource, que plus de 10 millions de personnes sont aujourd'hui confrontées à la crise logement dont 3,5 millions de très mal logés, et 3,5 millions d'autres qui sont considérés en précarité énergétique...

D'ailleurs je fais une petite parenthèse. Car en parlant de cette précarité énergétique, je voudrais évoquer et saluer ici le courage de mon camarade cégétiste Dominique Liot d'EdF à Toulouse qui a refusé de couper l'électricité à un couple de Rmistes avec des enfants en bas âge, et qui est aujourd'hui sanctionné par sa direction. Voilà comment la direction d'EdF se comporte aujourd'hui... EdF et son nouveau patron... Henri Proglio, celui qui augmente son salaire de 45 % et qui cumule une retraite chapeau pour un total de plus de 2,6 millions d'euros de revenus par an... Le seul salaire que Sarkozy aura défendu lors de son dernier spectacle en prime time sur TF1.

Sarkozy et son bon petit soldat Estrosi qui aujourd'hui se disent les défenseurs de l'industrie en gesticulant sans aucune honte pour annoncer des mesures dans le cadre d'une pseudo politique industrielle qui fait suite aux Etats Généraux de l'Industrie. Le président de la République qui aura surtout annoncé une politique pour les industriels, a des années lumière de ce que vivent aujourd'hui les milliers de salariés des industries qui licencient.

Ce qui est certain, c'est que le pouvoir en place et le MEDEF nous prépare gentiment à l'anéantissement du droit et du code du travail sous prétexte de la sacro-sainte loi de la compétitivité, mais surtout celle de la croissance sans limite du CAC40. Tout comme il nous prépare depuis plusieurs mois déjà à une réforme sur le système des retraites, où d'ailleurs le PS nous aura montré une fois de plus que la compromission à l'ultra-libéralisme ambiant est bien ancrée dans ses principes. Même si les pirouettes en ces temps de campagne électorale ont été une preuve de plus que seules les logiques électoralistes comptent, que c'est celui qui aura la petite phrase la plus hypocrite qui récoltera les faveurs d'un scrutin où l'abstention est donnée grande gagnante. Mais en même temps, avec de telles attitudes, il est tout à fait normal que les classes populaires soient résignées et qu'une grande partie des citoyens n'est plus aucune confiance en notre système politique.

Cependant, et j'insiste sur ce point, c'est bien la droite et sa politique démagogique en direction des plus riches qu'il faut combattre ! D'ailleurs, la candidate régionale en Midi-Pyrénées est l'exemple type de tout ce mépris que l'UMP peut avoir envers les citoyens. Brigitte Barèges qui annonce sans détour qu'elle ne siègera même pas si elle n'a pas la majorité au conseil régional de Midi-Pyrénées...

Elle, aussi, qui ose sur son site internet de campagne vanter les louanges de l'intervention de l'UMP dans le conflit Molex ! Tu m'étonnes Brigitte ! D'ailleurs, je me surprends à penser parfois que quand on voit le résultat, je lui laisse volontiers les mérites de cette triste fin ! Enfin...

Je finirais cette intervention pour rappeler que voter pour la liste présentée par le NPA et le MOC du 14 mars prochain est le seul vote utile. Ce sera un geste de solidarité et un formidable encouragement pour toutes celles et ceux qui résistent face aux conséquences de la crise et de la politique du patronat et de la droite.

En votant pour la liste présentée par le Nouveau Parti Anticapitaliste et le Mouvement des Objecteurs de Croissance, vous pouvez envoyer au conseil régional des élus qui soient véritablement vos porte-parole, des appuis pour, ensemble, tout changer, et surtout rien lâcher !

Merci.